

AMIP

**Revue de presse hebdomadaire
n°215**

Semaine : du 31 janvier au 04 février 2011

Cette revue de presse est réservée exclusivement aux membres de l'AMIP pour usage interne

Le matin du 31/01/11

Baisse des prix des médicaments

Les pharmaciens craignent d'être lésés

Ils organisent la lutte, demandent une rencontre avec la ministre de la santé afin d'être associés à la prise de décision

Le secteur pharmaceutique connaît une véritable effervescence. Depuis son apparition, la fameuse réforme inspirée des recommandations du rapport commandé par le ministère de la santé au bureau d'études Business Consulting Group (BCG) a semé la panique, non seulement chez les pharmaciens officinaux, mais aussi chez les industriels qui s'unissent tous pour dire « nous sommes d'accord avec le changement et nous sommes tous solidaires avec notre ministère de tutelle qui veut défendre le citoyen marocain. En revanche, nous voulons que cela se passe de façon à ce que tout le monde soit satisfait et définir ensemble la meilleure stratégie »...

L'opinion du 01/02/11

La réforme du médicament et les lobbys

La levée de boucliers des industriels du médicament et de certains syndicats des pharmaciens face à la réforme du médicament proposée par le ministère de la Santé et l'ANAM est scandaleuse. Les lobbys, puisque c'est de cela qu'il s'agit, défendent leur pré carré sans souci de l'intérêt général. Ils utilisent l'invective et la menace pour défendre leurs intérêts financiers, alors qu'il s'agit d'une réforme majeure pour la santé publique au Maroc. La situation en matière de santé publique au Maroc est préoccupante, en particulier lorsqu'on la compare à celle de pays comme la Tunisie, l'Algérie ou l'Egypte. Une des causes principales de cette situation est la faible consommation de médicaments, qui s'élève à seulement 200 à 300Dh par an et par habitant. Or le prix des médicaments est aujourd'hui le principal frein à l'accès aux médicaments, en particulier dans les zones rurales. Il faut donc absolument réduire le prix effectif des médicaments...

Le matin du 01/02/11

Polémique

Les prix des médicaments au Maroc sont au centre d'une grande polémique enclenchée par la publication du rapport d'une mission parlementaire. Le rapport était arrivé à la conclusion selon laquelle certains médicaments commercialisés au Maroc sont plus chers que dans d'autres Pays comme la France ou encore la Tunisie. Depuis, les réactions des industriels ainsi que les responsables du ministère s'enchaînent entre déclarations et rapports qui confortent ou contredisent le premier rapport. Récemment, la ministre de la Santé avait annoncé qu'une étude réalisée par un cabinet international était prête. L'étude concerne les moyens à mettre en œuvre et qui sont susceptibles de faire baisser les prix des médicaments.

Les détails de l'étude n'ont pas encore été officiellement dévoilés par le ministère mais l'on sait déjà que le cabinet mandaté préconise dans ses conclusions de privilégier les médicaments génériques à travers l'augmentation de la marge bénéficiaire des pharmaciens.

L'économiste du 02/02/11

Editorial

Déni

Le secteur pharmaceutique n'est pas particulièrement docile. Le parlement produit un rapport sur le médicament, la profession commande un contre-rapport. Le gouvernement annonce une réforme des génériques et de la très sensible question de marges, syndicats de pharmaciens et industriels décrètent la levée de boucliers... la bataille de médicament aura donc bien lieu. Sur le fond, Yasmina BADDOU n'a pas tort. Le reproche qui peut même être fait au gouvernement ce n'est pas tellement la violence de son plan mais le fait de ne pas être allé vite, d'avoir tergiversé alors qu'il fallait déployer ce chantier concomitamment au projet de couverture médicale généralisée. Pour en assurer la viabilité...

L'économiste du 02/02/11

Réforme du médicament

La résistance ne faiblit pas

Les pharmaciens en première ligne

Une audience avec BADDOU le 9 février

LA résistance aux conclusions du rapport du cabinet Boston Consulting Group (BCG) relatif aux médicaments s'organise. Industriels, grossistes, pharmaciens... multiplient les réunions et les sorties médiatiques. Après la rencontre du 25 janvier, les professionnels du secteur se sont donné rendez-vous lundi dernier à Casablanca pour formuler une réponse, arguments à l'appui. L'Amip, la Fédération nationale des syndicats des pharmaciens du Maroc (FNSPM), l'Association marocaine du médicament générique (AMMG), Maroc innovation santé (MIS), l'Association marocaine des distributeurs de générique (AMMG) ont décidé de mettre en place un comité ad-hoc. Objectif: regrouper les contre-propositions des professionnels et formuler une réponse commune à la ministre de la Santé. Par ailleurs, les industriels ont saisi Yasmina Baddou pour demander une audience. Les pharmaciens qui sont en première ligne ont déjà obtenu un rendez-vous, le 9 février, avec la ministre. «Nous sommes prêts à négocier avec la tutelle et lui faire des propositions réalistes et cohérentes mais pour l'instant, nous lui demandons de bien vouloir surseoir la décision de baisser les marges sur les médicaments», souligne Kamal Belhaj Soulami, Président de la FNSPM...

